

Le bêtisier de la semaine

JEUDI. «Nous sommes tous inquiets», déclare le président du Conseil départemental Nicolas Lacroix sur France 3 après la grève du personnel et la révocation du directeur général du Mémorial de Colombey. «Nous avons déjà été pendant 8 mois sans directeur. Le Mémorial a besoin d'un directeur rapidement». D'autant que 2020, année du 50e anniversaire de la mort du Général de Gaulle et du 80e anniversaire de l'appel du 18 juin, s'annonce comme une année cruciale.

Nicolas Lacroix ajoute qu'il est normal que le Mémorial ait besoin d'être modernisé au bout de 10 ans et que des fonds vont être destinés à revoir l'organisation de la circulation et de la scénographie. «Avez-vous les moyens d'investir partout ?», lui demande alors le journaliste. «Vous avez déjà investi 60 millions d'euros à Châteaувillain dans le futur parc animalier...»

Réponse : «A Châteaувillain, on n'a pas commencé à investir, nous allons seulement lancer des études et nous avons réaffirmé notre volonté de créer un site...»

Le Conseil départemental a quand même déjà dépensé 10 millions d'euros...

VENDREDI. Le président du Conseil départemental Nicolas Lacroix reçoit Jean-Charles Bregeault, le directeur général du Mémorial Charles de Gaulle, révoqué trois jours plus tôt par le conseil d'administration au sein duquel le Département, actionnaire majoritaire, est représenté par Stéphane Martinelli (le président) et Paul Fournié. On apprend alors que Jean-Charles Bregeault est maintenu comme membre du jury du



«concours des idées inspirées» organisé par le Conseil départemental.

Sur le site du concours, la référence au Mémorial est ainsi supprimée et l'ancien directeur est présenté comme un homme ayant «25 ans d'expérience dans la communication et le marketing pour le compte d'agences média (conseil et achat d'espace publicitaire chez Carat et Havas) ou de supports média (commercialisation TF1, NRJ, L'Equipe)».

Nicolas Lacroix et le conseil d'administration du Mémorial, ça fait deux ?

SAMEDI. A l'entrée du congrès des maires, le syndicat Force Ouvrière interpelle les élus sur le projet de nouveau réseau de proximité des finances publiques et reçoit plutôt un bon accueil. La responsable du syndicat, Rachel Sugneau, est ensuite reçue par le président du Sénat, Gérard Larcher, en présence des sénateurs Bruno Sido et Charles Guéné, du président du Conseil départemental Nicolas Lacroix et de la préfète Elodie Degiovanni, mais pas de la députée Bérangère Abba qui est arrivée

plus tard et lui a toutefois proposée de la recevoir ultérieurement. Gérard Larcher veut croire que la réforme est «suspendue». Mais même s'il est fort probable qu'il n'y aura pas de fermeture de trésorerie avant les élections municipales de mars 2020, FO n'a pas l'intention de baisser la garde et continue de réclamer le retrait du plan Darmanin.

CGT†

SAMEDI. Dans son journal hebdomadaire distribué sur le marché de Chaumont, le syndicat des retraités CGT apporte son soutien au personnel du Mémorial Charles de Gaulle qui s'est mis en grève fin septembre.

Pratiquant l'autodérision, l'un de ses membres a même envoyé à L'affranchi un détournement du logo de la CGT où le T s'est transformé en Croix de Lorraine ! Mais on n'en conclura pas que les retraités de la CGT, dont certains sont d'anciens soixante-huitards, sont tous devenus gaullistes !

DIMANCHE. Les per-



sonnes qui se rendent au cimetière Clamart sont prévenues qu'un traitement phytosanitaire est en cours. Qualifiée dernièrement de «commune nature» (1 libellule), la ville de Chaumont est pourtant censée être engagée dans une démarche zéro pesticides. Et de toute façon la loi Labbé interdit aux collectivités l'utilisation de produits phytosanitaires dans les espaces verts publics.

Selon certains exécutés, les cimetières ne sont toutefois concernés par cette interdiction que s'ils sont considérés comme des «promenades» ou des «espaces verts avérés». Il faut donc en déduire que ce n'est pas le cas du cimetière Clamart...

LUNDI. Sur RTL, le président du Sénat raconte qu'il était «samedi en Haute-Marne, à la rencontre des maires. C'était un des départements les plus gilets jaunes. Et ils ont toujours le sentiment d'être en dehors de la République, de ne pas compter, que leur problème n'intéressent pas grand monde et que, par exemple, quand le ministère du Budget décide de supprimer les trésoreries, sans les consulter sur

le territoire, quand vous avez des cantons qui sont énormes, ils ont vraiment le sentiment qu'ils ne comptent plus».

Bref, selon lui, «les conditions de 2018 n'ont pas disparu, les conditions de la crise n'ont pas disparu». Attention tout de même à ne pas confondre les maires et les gilets jaunes...

MARDI. A l'appel de huit organisations syndicales de retraités, un peu plus de 150 personnes (comptées une par une par L'affranchi lors de la formation du cortège) manifestent dans les rues de Chaumont.

Le JHM préfère retenir le chiffre d'«une centaine de personnes». Ce n'est pas parce que les manifestants ne sont pas nombreux qu'il faut encore en retirer un tiers !

MARDI. Visite du chantier Palestra... et d'une drôle de haie qui a été préservée pour des raisons écologiques. Mais à force d'être contournée par les engins, il risque de ne plus rester grand chose à la fin du chantier !

Peut-être aurait-il mieux valu la raser et replanter quelque chose après...

